

Socialisme et Entreprise

Lutter / Stock 2

**LES
ENTREPRISES
ET
LA GAUCHE**

François Mitterrand

**LES ENTREPRISES
ET
LA GAUCHE**

Lutter :

Alain Jaubert, Ian Ségal, J.-C. Salomon, Nathalie Weil,
Guide de la France des luttes.

Bernard Cuau et Denise Zigante, La Politique de la folie.

Assises du socialisme, Pour le socialisme.

Syndicat de la magistrature, Au nom du peuple français.

Bertrand Renouvin, Le Désordre établi.

Jean Cardonnel, L'Insurrection chrétienne.

Marie Laborde, Locataires, défendez-vous.

Les Amis de la terre, L'Escroquerie nucléaire.

Vivre :

Claudie Hunzinger, Bambois, la vie verte.

Les enfants d'Aquarius, Manuel de la vie pauvre.

Pr Mollo-Mollo, L'Energie, c'est vous.

André Chaleil, L'Initiation.

Guy Petitfils, Le Livre de mon moulin.

Daniel Thibon, Le Crispougne.

Lire :

André Laude, Joyeuse Apocalypse.

Raymond Federman, Amer Eldorado.

Armand Farrachi, La Dislocation.

Eric Savoyaud, Petite fugue équinoxiale.

Emma Santos, La Punition d'Arles.

Témoigner :

Sécolène Lefébure, Moi, une infirmière.

Arlette Laguiller, Moi, une militante.

Janie Maurice, Bruno, mon fils.

Maria Arondo, Moi, la bonne.

Madeleine Prudhomme, Moi, une assistante sociale.

Gérard Mérat, Moi, un médecin.

Daniel Bouvet, L'Usine de la peur.

Dire :

Jean-Marie Drot, Vive Joseph Delteil.

Michel Polnareff, Polnareflexion

Bruno Bettelheim, Un autre regard sur la folie.

Claude Duneton, Parler croquant.

Claude Marti, Homme d'Oc.

Collections dirigées par JEAN-CLAUDE BARREAU, assisté de Max Chaleil et Alain Vircondelet. Attachée de

Socialisme et Entreprise

**LES
ENTREPRISES
ET LA
GAUCHE**

*En collaboration avec Michel Field
Série animée par Jean-Marie Borzeix*

Lutter / Stock 2

Tous droits réservés pour tous pays.
© 1975, Éditions Stock

Préface

Il y a trois ans, une demi-douzaine de cadres d'entreprise venaient, coup sur coup, m'offrir une expérience et leur bonne volonté.

Leurs carrières dans des groupes industriels ou bancaires leur avaient appris à se défier des apparences du libéralisme, parce que les détenteurs du capital et leurs « maires du palais » vont toujours jusqu'au bout de la logique du pouvoir. Preuves en main, ils m'apportaient la démonstration du bien-fondé de nos analyses cent fois répétées : le pouvoir patronal constitue au sein du système actuel un obstacle insurmontable à la démocratisation de la vie dans le travail. Une action politique qui ne donnerait pas la priorité à cette remise en question primordiale serait condamnée à perpétuer l'ordre social le plus ancien, à retarder une libération sans laquelle tout régime démocratique restera superficiel, inachevé, précaire.

« Socialisme et Entreprise » est né de ces rencontres et de notre désir partagé de voir se constituer un groupe réellement socialiste — à la fois proche et indépendant du parti — militant auprès des cadres et réfléchissant sur l'avenir de l'entreprise.

Il n'y a, en effet, que les naïfs pour s'étonner encore que les cadres soient de plus en plus nombreux à se détourner de leur famille politique traditionnelle et à aller prêter main-forte aux autres catégories sociales engagées depuis longtemps dans le combat de la gauche. Tout, il est vrai, a changé très vite : en une vingtaine d'années, le capitalisme français a sans doute effectué et subi la plus grande mutation de son histoire. Hier encore, les petites et moyennes entreprises constituaient le modèle de référence le plus commun. L'économique s'y mêlait au moral : leur réussite était aussi une vertu. Elles donnaient à croire que l'inhumanité des relations du travail dans le monde industriel n'était pas imposée par la logique implacable d'un système soumis aux seules exigences de la productivité et de la rentabilité !

Mais la sollicitude du pouvoir gaulliste pour les « classes moyennes » n'était qu'apparente. Les gouvernements de la République ont, en effet, exprimé avec d'autant plus de trémolos leur attachement à l'entreprise à visage humain qu'ils l'étouffaient minutieusement, insidieuse-

ment, honteusement. La coïncidence d'une politique délibérée et de l'essor naturel (sauvage serait plus juste) de la société industrielle a donné les résultats que l'on sait : concentration et dépersonnalisation du capital, accroissement considérable de l'importance et du nombre des multinationales, assujettissement de la masse des travailleurs, etc. Cette rapide transformation du capitalisme français a révélé aux cadres la vraie nature de leur exploitation. Dessaisis des responsabilités auxquelles ils aspirent, ils découvrent — en dépit des privilèges octroyés comme des colifichets — qu'ils appartiennent au même camp que les autres salariés.

Le livre publié aujourd'hui par les membres de « Socialisme et Entreprise » dresse un premier bilan de leurs luttes et de leurs réflexions sur le pouvoir économique. Tel que celui-ci continue à être exercé dans les entreprises françaises, tel qu'il pourrait l'être, demain, au cours de l'étape initiale de la marche vers le socialisme, dans une perspective autogestionnaire.

Ainsi une société différente naît-elle tout naturellement de l'expérience du présent et de son refus. En citoyens responsables, les cadres socialistes agissent dans le cadre du régime en place. En militants sérieux, ils savent que, avec un président de la République et une majorité parlementaire conservateurs, il est vain d'espérer remettre en cause le droit que notre Code

civil reconnaît au propriétaire « de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue ». Ils savent aussi, pour l'avoir expérimenté dans leurs propres entreprises, que toutes les participations, consultatives ou minoritaires, des travailleurs au pouvoir de décision ne sont que des faux-semblants, les miroirs à alouettes d'une concertation factice.

Mais ils n'ignorent pas pour autant que, dès maintenant, il faut défendre avec une vigilance accrue les intérêts des travailleurs, en préparant la réalisation de leurs espoirs. Ce n'est pas la tradition de la gauche de se croiser les bras en guettant, immobile, la montée d'un « Grand Soir » providentiel.

Il convient, avant tout, de consolider l'acquis, en particulier de donner aux syndicats et aux autres instances représentatives des travailleurs le temps et les moyens de s'informer pour informer. Mais l'information doit toujours permettre d'alimenter la réflexion et le sens de la responsabilité au lieu de les étouffer. En outre, il est souhaitable que la contestation trouve des expressions nouvelles, que la grève cesse d'être le seul recours possible contre l'arbitraire du pouvoir patronal. Ne serait-ce pas, en effet, avancer d'un grand pas que d'accorder aux travailleurs l'exercice d'un droit de veto à propos de tous les changements fondamentaux survenant dans la politique de l'entreprise avec

laquelle ils ont passé un contrat de travail ? Ne serait-ce pas instaurer une justice élémentaire que de donner aux travailleurs les moyens d'exiger que des sanctions soient prises contre les dirigeants de leur entreprise lorsque ceux-ci — comme chez Lip — cherchent à se saborder ? Quand les intérêts supérieurs de quelque groupe économique ou financier l'emportent sur ceux de l'entreprise, pourquoi les travailleurs accepteraient-ils d'être manipulés comme des esclaves ? Tout au moins, pourquoi n'auraient-ils pas le droit, eux aussi, de percevoir des indemnités ?

La défense des salariés doit se faire dans le cadre fixé par leur contrat de travail. Et dans ce cadre seulement. Accepter de partager les responsabilités d'un pouvoir qui refuse lui-même d'assumer les siennes ne peut être qu'une duperie dans le système actuel.

C'est pourquoi « Socialisme et Entreprise », avec le parti socialiste, pose comme préalable le changement du système et dessine un modèle de société économique radicalement différente. L'autogestion est notre idéal commun, parce qu'elle permettra, précisément, à chacun et à chacune de prendre le maximum de responsabilités, de ne plus subir en sujets, mais d'agir en hommes et en femmes solidaires.

Il faudra, en effet, que les entreprises ne se replient pas sur leurs égoïsmes. D'autres inté-

rêts devront être respectés que ceux de chaque unité de production : ceux des autres entreprises d'un même secteur industriel, les intérêts des usagers et ceux des collectivités locales ou régionales.

Sur le plan national, il faudra préserver l'efficacité et la justice du déploiement géographique et sectoriel. Pour défendre les droits des diverses parties, il est toujours injuste, pour les plus faibles, de dissimuler les conflits d'intérêts. Dans une société autogérée, les intérêts homogènes seront articulés, animés et contrôlés par la base. Cette organisation permettra des arbitrages équitables dans la conception et l'exécution du plan. Elle seule est garante de la protection de chacun contre les abus de pouvoir de certaines minorités privilégiées, comme ceux de la bureaucratie d'Etat.

L'avènement d'un tel régime suppose, bien entendu, un modèle conçu pour notre pays. Il implique surtout que la majorité d'entre nous soit préparée à assumer la responsabilité de son destin. Cet apprentissage est une des tâches essentielles à accomplir, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, pendant cette période qu'il est habituel d'appeler le « régime de transition ».

La gauche vaincra à la fois par la volonté affirmée de la majorité des travailleurs et par le ralliement à ses idées d'un grand nombre

d'électeurs jusque-là hésitants. Au pouvoir, elle se trouvera placée devant une alternative : ou bien consolider ses positions par le sommet, ou bien les consolider par la base. Qu'on en soit convaincu : notre choix sera clair.

La première voie consisterait à ne faire confiance qu'à une petite minorité de Français. Tout le pouvoir serait concentré dans l'appareil des partis de gauche et des syndicats, dans l'appareil de l'Etat. Le démantèlement de la réaction capitaliste serait ainsi assuré, croit-on, de manière définitive. Nous jugeons cette voie inutile et dangereuse. Inutile parce qu'il existe en France une masse de travailleurs — ouvriers, employés et cadres — dont la conscience politique est la meilleure des garanties contre le sabotage économique. Dangereuse parce que la concentration du pouvoir qu'elle entraînerait tendrait à s'accroître irréversiblement et s'opposerait, finalement, à la gestation d'une véritable démocratie économique.

La voie choisie par le parti socialiste et les options du programme commun sont différentes : la prise de conscience des travailleurs et la dynamique de leur action seront, selon nous, les meilleures des armes pour combattre ceux qui, dans les rangs de la réaction, préféreraient la prospérité de leurs intérêts particuliers à la défense de l'intérêt général.

Cette bataille décisive, exaltante, premier pas

de la reconquête de la société par ceux qui y travaillent, se livrera d'abord sur les lieux de la production. D'où l'importance exceptionnelle des réflexions des cadres de « Socialisme et Entreprise ». Ces cadres font confiance au socialisme parce qu'ils aiment leur métier : ils l'aiment assez pour estimer que le système économique et politique présent ne leur donne pas les moyens de l'exercer de manière satisfaisante. A ceux qui ironisent sur l'incapacité prétendue de la gauche à gérer le développement économique de la France, ils répondent en ouvrant le procès du pouvoir patronal actuel. En hommes d'action, ils ne se contentent pas de critiquer : ils formulent des propositions à la fois audacieuses et réalistes. Sachons les écouter. Leur expérience et leur compétence sont la meilleure des garanties pour l'avenir du socialisme.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Introduction

Voici le cinquième, le dixième ou le quinzième projet de réforme de l'entreprise qui nous ait été présenté depuis un an. Après, entre autres, la société des hommes du Centre des Jeunes Dirigeants, les propositions prudemment modernistes d' « Entreprise et Progrès », l'étude savamment élaborée d' « Echange et Projets », la cogestion totale du Centre démocrate, la cogestion circonspecte des clubs « Perspectives et Réalités », et, surtout, après le copieux rapport de l'officielle « commission Sudreau », voici donc le projet de « Socialisme et Entreprise * ». Voilà, pourtant, que ce projet de réforme ne ressemble pas aux autres.

Première différence : ce sont des cadres, et seulement des cadres, qui l'ont élaboré. Et sans

* 25, rue du Louvre, Paris 75001.

doute faut-il noter tout de suite, puisque aussi bien le nom de leur association y invite, qu'il ne s'agit pas de ces cadres qui ne cessent de nous rebattre les oreilles de leurs lamentations salariales. Mais de cadres socialistes. Etrange et presque paradoxal assemblage de mots : ces plus ou moins grands commis du patronat, comment peuvent-ils se dire socialistes ?

Socialistes pourtant, ces salariés supérieurs presque toujours ignorés d'un grand public qui ne retient guère que le nom de quelques-uns des potentats qu'ils servent — ô combien efficacement ; ils n'ont pas craint, leur association tout nouvellement fondée, d'apporter leur concours à un parti socialiste signataire du programme commun lors des campagnes électorales de 1973 et surtout de 1974. S'ils ne se sont pas fondus dans ce parti, c'est sans doute par souci de rendement ; il s'agit de ne pas trop heurter de front leurs pairs. Mais ils se préparent à prendre le statut de mouvement associé au P.S.

S'il fallait, cependant, exprimer en un mot l'essentiel de leur doctrine, c'est probablement celui de « pragmatisme » qui viendrait à l'esprit. Il y a certainement, au fond de l'engagement des membres de « Socialisme et Entreprise », quelque chose qui confine à l'obsession de l'efficacité. En quoi ils sont bien des cadres. Mais d'une efficacité qui va au bout de sa logique, qui ne s'arrête pas aux prescriptions du